RAPPORT

FAIT

A LA CONVENTION NATIONALE

AU NOM DE SES COMITÉS DE SURETÉ GÉNÉRALE ET DE SALUT PUBLIC,

Sur la Conjuration ourdie depuis plusieurs années par les Factions criminelles pour absorber la Révolution Française dans un changement de dynastie ; et contre Fabre - d'Églantine, Danton, Philippeaux, Lacroix *et* Camille-Desmoulins, *prévenus de complicité dans ces Factions et d'autres délits personnels contre la Liberté.*

PAR ST.-JUST;

Séance du 11 Germinal.

CITOYENS,

LA révolution est dans le peuple, et non point dans la renommée de quelques personnages. Cette idée vraie est la source de la justice et de l'égalité dans un état libre : elle est la garantie du peuple

A

contre les hommes artificieux qui s'érigent en quelque sorte en patriciens, par leur audace et leur impunité.

Il y a quelque chose de terrible dans l'amour sacré de la patrie ; il est tellement exclusif, qu'il immole tout sans pitié, sans frayeur, sans respect humain, à l'intérêt public ; il précipite Manlius ; il immole ses affections privées ; il entraîne Régulus à Carthage, jette un Romain dans un abîme, et met Marat au Panthéon, victime de son dévouement.

Vos comités de salut public et de sûreté générale, pleins de ce sentiment, m'ont chargé de vous demander justice au nom de la patrie, contre des hommes qui trahissent depuis long-temps la cause populaire, qui vous ont fait la guerre avec tous les conjurés, avec d'Orléans, avec Brissot, avec Hébert, avec Hérault et leurs complices, et conspirent en ce moment avec les rois ligués contre la République ; qui ont favorisé le projet de vous détruire et de confondre le gouvernement républicain, ont été les défenseurs des traîtres et vos ennemis déclarés, et qui, pour échapper à la justice, prétendent que l'on vous attaque en eux. Ils ne témoignoient point cet intérêt pour vous, lorsqu'ils demandoient l'impunité de vos assassins et votre renouvellement qui eût été suivi de votre perte et de celle de la liberté. Puisse cet exemple être le dernier que vous donnerez de votre inflexibilité envers vous-mêmes ! Puissiez-vous, après les avoir réprimés, voir toutes les factions éteintes, et jouir en paix de la plénitude de votre puissance légitime, et du respect que vous inspirez !

On a tenté depuis long-temps de vous avilir,

s'il étoit possible : vous avez marché entre la faction des faux patriotes et celle des modérés que vous deviez abattre. Ces factions, nées avec la révolution, l'ont suivie dans son cours, comme les reptiles suivent le cours des torrens. Il faut quelque courage pour vous parler encore de sévérité, après tant de sévérité : l'aristocratie dit : *Ils vont s'entre-détruire.* Mais l'aristocratie ment à son propre cœur : c'est elle que nous détruisons, elle le sait bien. La liberté ne fut point compromise par le supplice de Brissot et de Ronsin, reconnus royalistes. N'écoutez point la voix de ceux qui, tremblant devant la justice, s'efforcent de lier leur cause à l'illusion du patriotisme : la justice ne peut jamais vous compromettre, mais l'indulgence doit vous perdre.

Je viens donc dénoncer les derniers partisans du royalisme, ceux qui, depuis cinq ans, ont servi les factions et n'ont suivi la liberté que comme un tigre suit sa proie. Je vais analyser rapidement ce qui s'est passé, puis j'acheverai de vous dépeindre la conjuration et vous désignerai ses derniers complices.

Les conjurations instruisent les gouvernemens à veiller sur les mœurs et à conserver la pureté des principes sur lesquels repose la législation : elles sont un signe certain qu'on a négligé de corriger beaucoup d'abus, et sur-tout de punir l'injustice ; que l'insensibilité des lois pour le malheur et pour les mécontentemens légitimes, a grossi les factions, et que l'indulgence pour les méchans, ou la corruption des fonctionnaires, a découragé les cœurs et les a rendus indifférens pour la patrie.

Nous avons passé par tous les orages qui accompagnent ordinairement les vastes desseins. Une révolution est une entreprise héroïque dont les auteurs marchent entre les périls et l'immortalité : la dernière vous est acquise si vous savez immoler les factions ennemies.

Elles sont le dernier espoir de la tyrannie ; elles ont leur source dans la passion ordinaire de tourner à son avantage personnel la réputation que l'on s'est faite ; elles ont une autre source dans l'opposition étrangère. C'est ainsi que les gouvernemens européens ont corrompu, depuis cinq ans, un grand nombre de ceux qui avoient joué un rôle dans la révolution. Beaucoup de gens ont assez d'esprit pour faire le bien, peu de gens ont un cœur propre à le vouloir opiniâtrément. Qu'on ne s'étonne plus de la chute de tant de tréteaux ; ce fut chez tous les peuples la marche de l'esprit humain, et c'est ce qui nous est resté de la monarchie. Tout ce que les tyrans nous reprochent de mal nous vient d'eux-mêmes, et l'Europe seroit heureuse s'ils n'y règnoient point.

Plaise au ciel que nous ayons vu le dernier orage de la liberté, et que l'expérience nous ait appris qu'il faut une garantie au gouvernement libre ! C'est ce que je me propose de démontrer encore, en vous offrant dans ses détails, dans sa marche, ses moyens et son but, la conjuration ourdie depuis plusieurs années contre la révolution.

Vous aviez négligé de préciser la garantie du peuple et la vôtre contre l'influence des pouvoirs intermédiaires. Les hommes revêtus de ces pouvoirs s'unissant pour vous accabler, le gouver-

nement étoit trop foible contre eux, parce qu'ils étoient livrés à l'intrigue et résistoient au bien public : de-là la marche convulsive des affaires. Vous ne pouviez atteindre immédiatement tous les abus, les agens les favorisoient. Rappelez-vous qu'ils ont tour-à-tour été livrés à Lafayette, à Dumouriez, au fédéralisme. Le caractère personnel de quelques-uns de leurs membres a sauvé la patrie dans les crises et dans les trahisons : mais la majorité de ces agens parut toujours livrée aux attentats.

L'étranger avoit calculé toutes les conséquences d'un régime où les derniers fonctionnaires coalisés se rendoient plus puissans que le gouvernement même. Deux raisons énervoient les institutions : dans les uns, l'envie de sortir de l'honnête obscurité ; dans les autres, la perfidie et la complicité avec les ennemis de la Patrie. Une troisième raison renversoit sans cesse l'harmonie suprême d'action dans le corps politique : c'étoit l'usurpation constante de l'influence de la représentation nationale et du gouvernement républicain émané d'elle.

Nous allons voir quel parti les factions surent tirer de ces vices de notre complexion ; nous allons voir comment tous les crimes, forcés à dissimuler par la violence du penchant du peuple vers la liberté, fermentèrent pêle-mêle avec la révolution ; nous allons démasquer tous les visages, nous allons suivre pas à pas l'étranger.

Depuis le commencement de la révolution, l'Angleterre et le gouvernemens ennemis du peuple français ont perpétué parmi nous un part

composé de diverses factions coïncidentes, mais quelquefois inconnues les unes aux autres; l'une d'entre elles étoit-elle abattue, les autres étoient mises en mouvement par la crainte et venoient intercepter le cours de la législation et de la justice qu'elles redoutoient.

Le parti d'Orléans fut le premier constitué; il eut des branches dans toutes les autorités et dans les trois législatures. Ce parti criminel, mais dénué d'audace, s'est toujours revêtu des prétextes de circonstances et des couleurs dominantes: de-là est venue sa ruine; car, dissimulant toujours et ne brusquant pas, il étoit emporté par l'énergie des hommes de bonne foi et par la force de la vertu du peuple, et suivoit toujours le cours de la révolution, se voilant sans cesse et n'osant jamais rien.

C'est ce qui fit croire au commencement que d'Orléans n'avoit aucune ambition; car, dans les circonstances les mieux préparées, il manqua de courage et de résolution.

Ces convulsions secrètes des partis qui dissimuloient, ont été les causes des malheurs publics. La révolution populaire étoit la surface d'un volcan de conjurations étrangères. L'Assemblée constituante, sénat le jour, étoit la nuit un ramas de factions qui préparoient la politique et les artifices du lendemain. Les affaires avoient toujours une double intention: l'une, ostensible et coloriée avec grace; l'autre, secrète et qui menoit à des résultats cachés et contraires à l'intérêt du peuple.

On fit la guerre à la noblesse, amie coupable

des Bourbons, pour applanir le chemin du trône à d'Orléans. On voit à chaque pas les efforts de ce parti pour ruiner la cour, son ennemie, et conserver la royauté ; mais la perte de l'une entraînoit l'autre, aucune royauté ne peut se passer de patriciat.

On avoit compté sur l'ascendant de Mirabeau pour conserver le trône sans patriciat. Lui mort, on essaya dans la révision de constituer ce problême : on ne le put pas. La législation étant impuissante pour favoriser ce parti, on se jetta dans la politique et dans l'intrigue. Une nouvelle scène s'ouvre ; les crimes du tyran avoient fait abhorrer la royauté, que Brissot, Vergniaud, Pétion et leurs complices vouloient maintenir pour d'Orléans : l'opinion du peuple étoit tellement opposée à la monarchie, qu'il n'y avoit aucuns moyens de la maintenir ouvertement. Alors on voit le parti d'Orléans dissimuler de nouveau ; c'est lui qui propose quelquefois le bannissement des Bourbons, et c'est lui qui veut les remettre sur le trône ; c'est lui qui veut rétablir la royauté, et qui la proscrit en apparence ; c'est lui qui tous les soirs se retrouve avec d'Orléans ; c'est lui qui le dénonce et le persécute en apparence.

Cette conduite devoit faire paroître les partisans secrets de la tyrannie les meilleurs amis de la liberté, et leur concilier l'opinion de manière à ce que, le parti républicain étant renversé et la confiance sans bornes en eux, ils pussent tout tenter parmi l'enthousiasme qu'ils auroient inspiré.

Cette politique ne put résister à l'énergie des partisans de la République. Dumouriez, l'ami des rois et le chef de la faction d'Orléans ; Dumou-

riez qui ne s'étoit déclaré contre Lafayette que parce que celui-ci étoit l'homme de la cour ; Dumouriez qui vouloit le bannissement du roi, mais non sa mort, pour lui substituer une autre dynastie ; Dumouriez, l'homme de d'Orléans et de Brissot, éclate. La politique de Brissot et ses complices est découverte ; c'étoit un roi de la famille d'Orléans que l'on avoit voulu. Tout est rapproché, les liaisons sont découvertes, d'Orléans est exécuté, il est puni de ses prétentions criminelles. Mais les factions qui avoient ourdi son parti lui survivent ; elles survivent, les factions amies de Dumouriez : peuvent-elles aimer la République ? Non. N'espérez donc de paix dans l'état que lorsque le dernier partisan de d'Orléans, que lorsque la faction des indulgens qui protège l'aristocratie, que lorsque les derniers amis de Dumouriez et ceux qui ont trempé dans les trahisons sans être découverts jusqu'aujourd'hui, seront morts : tout cela compose la conjuration de l'étranger. Il a conspiré sans cesse au milieu de nous (depuis 5 ans), en corrompant les orateurs pour nous donner des conseils funestes que les circonstances amenées ne permettoient pas de combattre, en avilissant nos monnoies, en bouleversant nos colonies, en achetant les généraux et les pouvoirs, en détruisant notre commerce, en interceptant la circulation des denrées et en constituant chaque département, chaque district, chaque commune, chaque section même, en fédéralisme de fait et en autorité indépendante de la représentation nationale. Il a moins espéré de la force des armes que de l'imprévoyance des Français, et notre conduite n'a que trop justifié cet espoir.

Un régime nouveau s'établit difficilement, surtout dans un grand empire où la multiplicité des rouages, des rapports et des dangers fait que la plupart des abus échappent à la justice et résistent à la sagesse. Comment démêler les intrigues qui rompent tous les fils et confondent l'attention? Comment faire écouter la voix tranquille du bon sens, au milieu des pièges qui lui sont tendus par l'esprit?

Mais enfin les périls auxquels la liberté vient d'échapper, ont rendu les citoyens plus attentifs. Que le passé nous instruise. L'étranger n'a pas résolu sans doute de nous laisser en paix : c'est à nous de dévoiler tous les partis qu'il a formés, tous les partisans qui lui restent, et les trames qu'on a tissues : c'est avec les débris des factions échappées au supplice, qui craignent l'avenir, qu'on en créeroit de nouvelles.

Les divisions de Mirabeau et des Lameth, qui étoient du même parti ; les divisions des Lameth et de Lafayette, qui soutenoient la royauté; celles de Brissot et de d'Orléans, qui étoient secrètement amies ; tout nous convainc que l'étranger forma ou favorisa de tout temps divers partis pour ourdir les mêmes complots et pour les rendre inextricables.

Tout récemment Hébert, le partisan couvert de la royauté, déclamoit contre les banques, et soupoit tous les soirs chez les banquiers; il parut l'ennemi déclaré de Chabot, et, le jour de l'arrestation de Chabot, Hébert et sa femme y devoient souper. Bien plus, pendant l'arrestation de Chabot, Hébert n'a cessé de déclamer contre lui, et il étoit son partisan.

Ronsin voyoit les étrangers Frey, beaux-frères de Chabot. Le banquier Coonknoff, Hollandais, avoit été l'ami de Dumouriez et le confident de tous ses desseins ; il rédigeoit le journal du Batave avec Clootz, qui aimoit l'univers, excepté la France ; et jamais on ne se douta de ces points de contact entre Ronsin, Chabot, Hébert et Clootz, qui même sembloient divisés.

Il y eut une faction en 1790 pour mettre la couronne sur la tête de d'Orléans ; il y en eut une pour la maintenir sur la tête des Bourbons ; il y eut une autre faction pour mettre sur le trône de la France la maison d'Hanovre : ces factions furent renversées le 10 août avec la royauté. La terreur força à dissimuler plus profondément tous les conjurés secrets en faveur de la monarchie ; alors toutes ces factions prirent le masque du parti républicain. Brissot, la Gironde et Dumouriez continuèrent la faction d'Orléans ; Carra, la faction d'Hanovre ; Manuel, Lanjuinais et d'autres, le parti des Bourbons. Ces partis divers, qui avoient chacun un but politique, se confondoient dans la haine du parti républicain. Les périls unirent les premiers ; ils finirent par combattre tous ensemble pour la royauté, et périrent ensemble. L'étranger favorisa ces diverses factions ; il leur donna des armes dans la Vendée : avec elles il incendia les arsenaux ; par elles il disloqua l'empire et le fit tendre au fédéralisme, pour en réunir les débris sous le régime monarchique ; par elles il soutint Dumouriez ; par elles il a tout tenté pour vous détruire, pour renverser votre gouvernement, vous amollir et vous renouveler. L'étranger employa ces factions à tous les crimes par lesquels

il prétendit à relever le trône, ou à nous empêcher de constituer la république.

Il y eut un autre parti qui se joua et fut de tous les autres, qui tantôt voulut usurper, tantôt fut royaliste, tantôt voulut des richesses, tantôt songea à se ménager une grande autorité quelque régime qu'il survînt, tantôt servit l'étranger : ce parti, comme tous les autres, dénué de courage, conduisit la révolution comme une intrigue de théâtre.

Fabre-d'Eglantine fut à la tête de ce parti ; il n'y fut point seul ; il fut le cardinal de Retz d'aujourd'hui : panégyriste de d'Orléans, il a été jusqu'au moment de sa détention, et même depuis, le continuateur de toutes les factions ; il usa de toutes les intrigues des autres pour intriguer par elles, les dénonçant pour ne point partager leurs périls et leurs imprudences ; les servant lorsqu'il étoit sûr de ne se point compromettre ; laborieux, parlant toujours aux autres le langage qui étoit dans leur cœur, avec un front péniblement sincère, et les conduisant par leur propre penchant ; cherchant soigneusement tout ce qui se passoit pour savoir où trouver un fripon pour instrument de ses desseins, et connoître tous les yeux ouverts sur l'intérêt de la patrie, pour les éviter ou les tromper. Il peignit faussement Marat sous quelques-unes de ses propres couleurs, pour s'attirer une estime secrète ; il joua sur les esprits et sur les cœurs, sur les préjugés et les passions, comme un compositeur de musique sur les notes d'un instrument.

Fabre fut royaliste de tout temps dans le fond

de son cœur; il dissimula comme les autres, parce qu'il étoit lâche.

Ce fut dans la journée du 10 août que les chefs des différens partis royalistes se montrèrent à découvert. Pétion, Carra, Vergniaux, Brissot, s'efforcèrent d'enchaîner le torrent du parti républicain; on les vit implorer le peuple en faveur du tyran et de sa famille. Fabre contribua à sauver Duport; il avoit eu, avant le 10 août, des intelligences avec la cour; il se prétendoit le confident de toutes les intrigues des Tuileries; beaucoup de gens lui ont entendu dire qu'il jouoit la cour: il est très-vraisemblable qu'il jouoit tout le monde.

Fabre ne dit presque mot pendant les dix premiers mois de la Convention; il ménagea Dumouriez, Brissot et les Jacobins, et attendoit en équilibre que la victoire se fût décidée entre le crime et la vertu.

Au mois de juin, les intrigues que la terreur du 31 mai avoit rompues, se renouèrent. Chaque faction avoit un but particulier: toutes tendoient à la destruction de la Convention et du gouvernement. Chaque faction ayant ses créatures et ses dupes, il s'ourdit une conjuration sourde et compliquée qui corrompit tellement les pouvoirs et l'esprit public, que la Convention nationale et les patriotes de bonne foi restèrent isolés.

Il y eut alors un parti chargé par l'étranger de corrompre la République, d'y lancer la guerre civile par des opinions brusquement énoncées et soutenues par la violence. Un ami de Chaumette dit, dans une société populaire de la Nièvre, qu'il

alloit arriver le temps où l'attachement d'un père pour son enfant, où le respect filial seroient punis comme des attentats à la liberté naturelle des êtres.

Une société populaire, livrée à Chaumette, osa censurer votre décret sur les cultes, et loua, dans une adresse, l'opinion d'Hébert et de Chaumette. Fabre soutint ici ces opinions artificieuses. On attaqua l'immortalité de l'ame, qui consoloit Socrate mourant. On prétendoit plus; on s'efforça d'ériger l'athéisme en un culte plus intolérant que la superstition. On attaqua l'idée de la Providence éternelle, qui sans doute a veillé sur nous. On auroit cru que l'on vouloit bannir du monde les affections généreuses d'un peuple libre, la nature, l'humanité, l'Être Suprême, pour n'y laisser que le néant, et la tyrannie et le crime. Combien d'ennemis n'espéroit-on point faire à la liberté, en lui imputant ces outrages! Ils sont reconnus aujourd'hui traîtres à la patrie et royalistes, les auteurs de ces trames.

Chaumette, dans le temps de ces prestiges, envoya 30 mille livres à son père; il l'avertit de n'acheter ni domaines nationaux, ni biens d'émigrés.

Puissent les patriotes qui couvrent la France s'aimer assez pour ne rien faire qui attire de nouveaux troubles dans la patrie! Que les Français honorent la raison, mais que la raison n'oublie point la divinité.

C'est une chose remarquable, et dont la postérité aura honte, que l'étranger prit le rétablissement prétendu de la religion pour prétexte de la guerre

qu'il nous fit, et s'efforça en même temps de nous donner l'athéisme.

Il y eut un autre parti chargé de corrompre les représentans du peuple, pour faciliter le scandale et la révolte aristocratique que l'on méditoit ; ce fut celui de Chabot. Un autre parti, initié dans tous les autres, fut chargé d'attaquer et détruire le gouvernement et la représentation nationale, soit par la force, soit en obtenant son renouvellement.

Les partis criminels, chargés par l'étranger d'attaquer la représentation nationale et de provoquer votre renouvellement, vous ont présentés comme affoiblis, comme usés par dix-huit mois de travaux: ceux-là n'en ont point dit autant des tyrans contemporains qui pèsent sur l'Europe depuis un demi-siècle ; ils ne sont point usés ceux qui conspirent parmi nous depuis plusieurs années. Le crime lasseroit-il moins que la vertu ?

Est-il une puissance au monde aussi sincère, aussi amie du peuple, aussi reconnoissante envers lui que vous l'avez été? Est-il beaucoup de gouvernemens dans l'histoire qui aient soutenu comme vous le poids de quinze armées, celui de tant de trahisons, celui d'un continent entier devenu injustement l'ennemi du peuple français ; Vous êtes usés ! et vous avez vaincu l'Europe, et vous avez douze cent mille combattans ! Vos ennemis ne sauroient payer trop cher votre destruction. Est-il rien de plus évident que la malignité et la trahison de ceux qui ont voulu renverser la liberté en vous renouvelant? Le peuple français, par-tout vainqueur, ordonne à sa représentation de prendre place au premier rang des

puissances humaines : c'est le peuple qu'on humilie en vous ; vous lui êtes comptables du dépôt sacré de sa grandeur. Le peuple a reconnu sa République ; sa volonté n'a pas besoin de sanction étrangère, et son mépris et la victoire est sa réponse à tous les tyrans, ou bien on sait ici mourir !

Les mêmes hommes qui s'étoient efforcés, dès le commencement de la révolution, de la borner à un changement de dynastie, se retrouvent encore à la tête de ces factions dont le but étoit de vous immoler.

C'est ici que la patience échappe au juste courroux de la vérité. Quoi ! quand toute l'Europe, excepté nous qui sommes aveugles, est convaincue que Lacroix et Danton ont stipulé pour la royauté ; quoi ! quand les renseignemens pris sur Fabre-d'Eglantine, le complice de Danton, ne laissent plus de doute sur sa trahison ; lorsque l'ambassadeur du peuple français en Suisse nous mande la consternation des émigrés depuis la mise en jugement de Fabre, l'ami de Danton, nos yeux refuseroient encore de s'ouvrir ! « Danton, tu répondras » à la justice inévitable, inflexible. Voyons ta con» duite passée, et montrons que depuis le premier » jour, complice de tous les attentats, tu fus tou» jours contraire au parti de la Liberté, et que » tu conspirois avec Mirabeau, avec Dumouriez, » avec Hébert, avec Hérault-Séchelles.

» Danton, tu as servi la tyrannie : tu fus, » il est vrai, opposé à Lafayette ; mais Mira» beau, d'Orléans, Dumouriez, lui furent opposés » de même. Oserois-tu nier avoir été vendu à » ces trois hommes, les plus violens conspirateurs

» contre la Liberté ? Ce fut par la protection de » Mirabeau que tu fus nommé administrateur du » département de Paris, dans le temps où l'assemblée électorale étoit décidément royaliste. » Tous les amis de Mirabeau se vantoient hautement qu'ils t'avoient fermé la bouche. Aussi tant » qu'a vécu ce personnage affreux, tu es resté presque muet. Dans ce temps-là tu reprochas à un » patriote rigide, dans un repas, qu'il compromettoit la bonne cause, en s'écartant du chemin où marchoient Barnave et Lameth, qui » abandonnoient le parti populaire.

» Dans les premiers éclairs de la révolution, » tu montras à la cour un front menaçant ; tu » parlois contre elle avec véhémence. Mirabeau, » qui méditoit un changement de dynastie, sentit » le prix de ton audace ; il te saisit. Tu t'écartas » dès-lors des principes sévères, et l'on n'entendit » plus parler de toi jusqu'au massacre du Champ-de-Mars. Alors tu appuyas aux Jacobins la motion » de Laclos, qui fut un prétexte funeste et payé par » les ennemis du peuple, pour déployer le drapeau » rouge et essayer la tyrannie. Les patriotes, qui n'étoient pas initiés dans ce complot, avoient combattu inutilement ton opinion sanguinaire. Tu » fus nommé rédacteur avec Brissot de la pétition » du Champ-de-Mars, et vous échappâtes à la fureur de Lafayette, qui fit massacrer deux mille patriotes. Brissot erra, depuis, paisiblement dans » Paris ; et toi, tu fus couler d'heureux jours à » Arcis-sur-Aube, si toutefois celui qui conspiroit » contre sa patrie, pouvoit être heureux. Le calme » de ta retraite à Arcis-sur-Aube se conçoit-il ? » Toi l'un des auteurs de la pétition, tandis que » ceux qui l'avoient signée avoient été, les uns

» chargés